

**Assemblée générale**

Soixante-cinquième session

Documents officiels

Distr. générale  
9 février 2011  
Français  
Original : anglais

---

**Troisième Commission****Compte rendu analytique de la 46<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 16 novembre 2010, à 10 heures

*Président :* M. Tommo Monthe ..... (Cameroun)**Sommaire**Point 68 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)

- d) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (*suite*)

Point 61 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)

Point 65 de l'ordre du jour : Questions autochtones (*suite*)

Point 66 de l'ordre du jour : Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (*suite*)

- a) Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (*suite*)

Point 68 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

10-64071X (F)

**Merci de recycler**

*La séance est ouverte à 10 h 15*

**Point 68 de l'ordre du jour : promotion et protection des droits de l'homme (suite)**

**d) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (suite)**

*Projet de résolution A/C.3/65/L.60 : efforts déployés au niveau mondial pour éliminer totalement le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et pour assurer la mise en œuvre intégrale et le suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban*

1. **M. Al-Shami** (Yémen), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des 77 et la Chine, déclare que le texte se concentre sur les activités relatives au dixième anniversaire à venir de la Conférence mondiale de 2001 contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui devrait se conclure par un document final affirmant que la communauté internationale est déterminée à mettre fin au racisme. Les auteurs ont choisi de ne pas soumettre un projet de résolution séparé sur l'organisation d'activités connexes étant entendu que le Président de l'Assemblée générale nommera un facilitateur pour mener cette tâche à bien. Le projet de résolution porte également sur la question du racisme dans le sport et encourage la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) à poursuivre ses initiatives contre le racisme à l'occasion de la Coupe du monde de 2014. Dans le projet de résolution, le Groupe des 77 et la Chine reconnaissent le travail important accompli par le biais des mécanismes de suivi de la Déclaration de Durban et, conformément au paragraphe 101 de la Déclaration, demande un appui financier pour le projet de construction d'un mémorial permanent aux Nations Unies pour les victimes de l'esclavage.

2. **M. Gustafik** (Secrétaire de la Commission) dit que le Kazakhstan et la Fédération de Russie se sont associés aux auteurs.

**Point 61 de l'ordre du jour : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (suite)**

*Projet de résolution A/C.3/65/L.24/Rév.1 : augmentation du nombre des membres du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés*

3. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence budgétaire.

4. **M. Gustafik** (Secrétaire de la Commission) dit que l'Afghanistan, le Bénin, la Bosnie-Herzégovine et l'Égypte se sont associés aux auteurs.

5. *Le projet de résolution A/C.3/65/L.24/Rév.1 est adopté.*

**Point 65 de l'ordre du jour : questions autochtones (suite)**

*Projet de résolution A/C.3/65/L.22/Rév.1 : questions autochtones*

6. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence budgétaire.

7. **M. Solón** (Bolivie) dit que le projet de résolution propose une réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les droits des peuples autochtones qui se tiendra en 2014 et il demande instamment l'extension du mandat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones afin d'accroître la participation des peuples autochtones aux sessions des organes de traité. Il prend note de la modification suivante au paragraphe 7 de la version anglaise du projet de résolution : le terme « people » doit être remplacé par « peoples ». Il annonce que le Brésil, le Canada, les États-Unis d'Amérique et la Nouvelle-Zélande se sont associés aux auteurs.

8. **M. Gustafik** (Secrétaire de la Commission) dit que l'Albanie, l'Arménie, le Chili, Chypre, le Congo, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg et le Paraguay se sont également associés aux auteurs.

9. *Le projet de résolution A/C.3/65/L.22/Rév.1, tel que révisé oralement, est adopté.*

10. **M. Soares** (Royaume-Uni), prenant la parole pour expliquer sa position, dit que sa délégation appuie le projet de résolution étant entendu que les droits des peuples autochtones auxquels il est fait référence dans le texte sont ceux énoncés dans la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. À cet égard, sa délégation appuie énergiquement la référence à la

Déclaration dans le troisième paragraphe du préambule. Le Royaume-Uni ne reconnaît pas le concept de droits collectifs dans le droit international à l'exception du droit à l'autodétermination. Les particuliers au sein de groupes ne doivent pas rester sans protection et le droit du groupe ne doit pas prévaloir sur les droits fondamentaux de l'individu. Le Royaume-Uni a traditionnellement soutenu cette position au moment où la Déclaration a été adoptée, tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil des droits de l'homme.

11. Les références aux droits des peuples autochtones dans le projet de résolution doivent être interprétées comme des droits individuels dont jouissent tous les peuples en vertu du droit international. Cette position ne préjuge en rien le fait que le Gouvernement britannique reconnaît que de nombreux États ayant des populations autochtones leur ont accordé des droits collectifs dans leurs constitutions et leurs législations nationales. En conséquence, sa délégation est préoccupée par la proposition faite au paragraphe 10 au sujet d'un point à inscrire à l'ordre du jour de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale sous le titre « Droits des peuples autochtones », ce qui diffère du titre original « questions autochtones ». En outre, sa délégation estime que la réunion plénière de haut niveau proposée au paragraphe 8 doit se concentrer sur l'examen de l'application de la Déclaration qui est l'outil le plus efficace pour améliorer la protection et la promotion des droits des peuples autochtones.

**Point 66 de l'ordre du jour : élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (suite)**

**a) Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (suite)**

*Projet de résolution A/C.3/65/L.50 : caractère inacceptable de certaines pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée*

12. **M. Lukiyantsev** (Fédération de Russie) dit que le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Gabon, l'Inde, la Namibie, le Nigéria, la République centrafricaine, les Seychelles et le Viet Nam se sont associés aux auteurs du projet de résolution. Notant qu'en 2010 la

communauté internationale a célébré le soixante-cinquième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, une guerre qui a fait des millions de victimes dont les vies ont été réduites à néant par l'application de théories sur la suprématie raciale, il regrette l'insistance de certains États à soumettre ce projet au vote, ce qui revient à dénaturer les faits de l'histoire. La résolution est, entre autres, un hommage rendu à ceux dont le sacrifice a conduit à la création des Nations Unies. Dans ce contexte, il déplore la glorification toujours plus grande du nazisme et de ses partisans et la montée de groupes de skinheads et de néonazis qui s'inspirent d'idéologies contre lesquelles les Nations Unies ont été créées et qui commettent des actes considérés comme des délits punissables par la loi au titre de l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Le fait de tolérer de tels phénomènes ne peut être considéré comme une question de rectitude politique mais bien plutôt comme une manifestation de profond cynisme qui fait injure à la mémoire de tous ceux qui ont lutté contre le fascisme.

13. Dans leur travail de rédaction, les coauteurs se sont efforcés de préparer un texte aussi équilibré que possible et de veiller à ce qu'il soit acceptable pour toutes les délégations. Il prend note de plusieurs révisions au texte : les termes « et les organisations non gouvernementales » ont été supprimés du paragraphe 24; un nouveau paragraphe 24 bis, libellé comme suit a été ajouté : « Remercie également les représentants de la société civile de leur contribution à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ».

14. Attirant l'attention sur les déclarations de certaines délégations que son pays juge tout à fait déplacées, par exemple l'argument prétendant que la victoire sur le fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale n'a rien à voir avec les normes universelles des droits de l'homme et que la glorification du nazisme et la propagation d'idées racistes ne sont ni plus ni moins que la réalisation du droit à la liberté d'expression, il souligne le fait que ces idées n'ont jamais été exprimées dans l'enceinte des Nations Unies il y a 20 ou 30 ans; il regrette vivement qu'il soit nécessaire de les prononcer aujourd'hui à l'occasion du soixante-cinquième anniversaire de cette victoire, de la fondation de l'Organisation des Nations Unies et de la création du Tribunal de Nuremberg. Il espère que le

projet de résolution recevra l'appui le plus large possible des États Membres, garantissant par là qu'il contribue véritablement à la cause de l'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

15. **M. Gustafik** (Secrétaire de la Commission) dit que l'Iraq et la République populaire démocratique de Corée se sont associés au projet de résolution tel que révisé oralement

16. **M<sup>me</sup> Kolontai** (Biélorus) dit que, en tant que l'un des principaux coauteurs du projet de résolution, sa délégation appuie sans réserve les idées et préoccupations essentielles qu'elle contient; elle considère que son adoption est tout à fait appropriée, surtout en 2010 qui a été proclamée Année internationale de la jeunesse, et qu'elle serait un message fort adressé aux jeunes. Rappelant les manifestations organisées en mai 2010 par l'Assemblée générale pour marquer le soixante-cinquième anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale et commémorer ses victimes, elle dit que le Biélorus qui a perdu près d'un tiers de sa population pendant ces années terribles ne sait que trop bien quelles conséquences peut avoir l'idéologie de la suprématie raciale; en conséquence, elle lance un appel aux États membres pour qu'ils appuient le projet de résolution.

17. **M. Burniat** (Belgique), prenant la parole pour donner une explication préalable au vote au nom de l'Union européenne, des pays candidats, Croatie et ex-République yougoslave de Macédoine, des pays du processus de stabilisation et d'association, Albanie, Bosnie-Herzégovine et Monténégro, ainsi que de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que le néonazisme est une manifestation odieuse du racisme qui existe dans de nombreuses sociétés de l'Union européenne, de même que dans celles des principaux auteurs du projet de résolution. Le néonazisme est une menace à laquelle il faut faire face par des mesures globales aux niveaux national, régional et international pour lutter contre le racisme, notamment par des activités visant à appliquer la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La lutte contre le racisme, y compris le néonazisme, est une priorité commune à tous les États membres et ne doit pas être utilisée à des fins n'ayant rien à voir avec le sujet. L'Union européenne s'est déclarée prête à contribuer au projet de résolution et a proposé plusieurs amendements. Bien que le paragraphe 21 ait été

amélioré en faisant référence à toute la Convention et non à un seul article, ses autres suggestions n'ont pas été prises en considération. L'Union reste préoccupée par l'approche adoptée à l'égard du projet de résolution, notamment en ce qui concerne la question de la liberté d'expression.

18. Plus précisément, par cette approche sélective, le projet de résolution détourne l'attention des préoccupations concernant les droits de l'homme liées au racisme, en particulier la violence xénophobe et raciste, bien que l'Union ait préconisé une approche plus globale, plus objective et plus juridiquement appropriée. De plus, le projet de résolution devrait mieux refléter le principe selon lequel tous les efforts déployés pour lutter contre le racisme et l'intolérance ne doivent pas porter atteinte aux droits de l'homme tels qu'ils sont définis par le droit international. La réticence des coauteurs à aborder la question des inexactitudes des citations du jugement du Tribunal de Nuremberg est également sujette à caution du fait que l'Union européenne a proposé, à maintes reprises, qu'il soit cité fidèlement. Enfin, la demande qu'un rapport sur la mise en œuvre du projet de résolution soit établi par le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée fragilise le mandat global et le système adéquat d'établissement des rapports déjà été mis en place et prévoyant que le Rapporteur spécial doit faire rapport régulièrement au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale. Pour toutes ces raisons, l'Union européenne s'abstiendra de voter sur le projet de résolution mais elle reste prête à collaborer à l'élaboration d'une résolution qui contribuerait vraiment à la lutte contre le racisme et la xénophobie.

19. **M<sup>me</sup> Phipps** (États-Unis), prenant la parole pour donner une explication avant le vote, déclare que sa délégation partage la réaction des membres de la Commission contre la promotion de l'idéologie nazie. Le Gouvernement américain est un ardent défenseur des efforts de l'ONU pour commémorer l'Holocauste et condamne toutes les formes d'intolérance religieuse. Toutefois, sa délégation reste préoccupée par le fait que, comme ces dernières années, le projet de résolution ne fasse pas de différence entre les actions et les déclarations. Si la montée des incidents racistes, y compris sur l'Internet, est sujet d'inquiétude, les atteintes à la liberté d'expression ne constituent pas un moyen approprié et efficace de lutte contre le racisme.

Il faut protéger la liberté de parole et la liberté d'expression, même si elles sont utilisées pour exprimer la haine. Le Gouvernement américain a affirmé cette conviction en faisant une réserve à l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. De solides protections juridiques contre la discrimination et les crimes inspirés par la haine, l'action d'information de l'État auprès des groupes religieux minoritaires, la défense de la liberté de religion et de la liberté d'expression sont, beaucoup plus que le fait d'ériger en crime des discours insultants, le meilleur antidote contre l'intolérance. Sa délégation votera donc contre le projet de résolution.

20. *À la demande de la délégation des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution A/C.3/65/L.50 est soumis à un vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap Vert, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Émirats arabes unis, Équateur, Égypte, El Salvador, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Kirghizistan, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Ouzbékistan, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sénégal, Serbie, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie,

Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique.

*S'abstiennent :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Comores, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malawi, Malte, Monaco, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Norvège, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Samoa, Saint-Marin, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine.

21. *Le projet de résolution A/C.3/65/L.50 est adopté par 118 voix pour, 1 contre et 55 abstentions.*

22. **M. Vigny** (Suisse) dit que sa délégation regrette que les consultations sur le texte aient été limitées et que les auteurs n'aient pas tenu compte des préoccupations de nombreuses délégations, y compris la sienne. Sa délégation s'est abstenue de voter car elle estime que le projet de résolution est sélectif dans les références qu'il fait aux types de racisme contemporain et de régions géographiques. Les pratiques qui alimentent le racisme ne sont pas limitées à un seul contexte historique, elles ont toujours existé. De plus, les préoccupations exprimées dans le projet de résolution auraient plus justement été traitées dans le document A/C.3/65/L.60, qui est le projet de résolution général sur l'élimination de toutes les formes de racisme.

**Point 68 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (suite)**

**b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite)**

*Le projet de résolution A/C.3/65/L.29/Rév.1: exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires*

23. **M<sup>me</sup> Fröberg** (Finlande), prenant la parole au nom des cinq pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) et des autres coauteurs, présente le projet de résolution. La Nouvelle-Zélande, Saint-Marin et la République bolivarienne du Venezuela se sont associés aux coauteurs. Bien qu'il y ait un consensus sur certaines dispositions du projet de résolution, il n'a pas été possible de l'obtenir sur l'inclusion d'une référence à l'orientation sexuelle.

24. **M. Gustafik** (Secrétaire de la Commission) dit que la Colombie, la République de Corée, la République dominicaine, le Timor-Leste et l'Ukraine se sont également associés aux coauteurs.

*L'amendement proposé au projet de résolution  
A/C.3/L.29/Rév.1 figure dans le document  
A/C.3/65/L.65*

25. **Le Président** dit que l'amendement proposé n'a pas d'incidence budgétaire.

26. **M. Babadoudou** (Bénin), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, présente l'amendement proposé qui est également parrainé par l'Organisation de la Conférence islamique et le Groupe des États arabes. Cet amendement garantirait que le projet de résolution prend en compte toutes les formes de discrimination. Certaines formes de discrimination, notamment la discrimination fondée sur une notion non définie et controversée d'orientation sexuelle ne doit pas être mise en exergue aux dépens des autres. Cette notion n'a aucune base juridique dans les instruments internationaux des droits de l'homme. En outre, il y a beaucoup plus de personnes qui sont victimes de la discrimination fondée, en autres, sur la couleur, la race et le sexe. La globalité plus que la sélectivité est essentielle pour assurer l'engagement de la communauté internationale à la lutte contre les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires pour quelque motif que ce soit.

27. Les auteurs ont, cependant, rejeté le libellé qui aurait permis à un plus grand nombre d'États Membres d'appuyer ou même de parrainer le projet de résolution. Ils sont donc instamment priés d'approuver l'amendement proposé afin que le projet de résolution puisse être appuyé par un aussi grand nombre de délégations que possible. De plus, si la communauté internationale souhaite examiner le problème de l'orientation sexuelle, elle doit le traiter directement, sous une forme convenue et en une autre occasion.

28. **M<sup>me</sup> Fröberg** (Finlande) dit que l'amendement proposé est inacceptable et demande que l'on procède à un vote enregistré.

29. **M<sup>me</sup> Bouhamidi** (Maroc), s'exprimant au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, déclare qu'il est alarmant que certains États, tout en ignorant l'intolérance et la discrimination fondées, entre autres, sur la race, le sexe, la couleur et la religion, essayent de mettre en lumière des notions controversées et indéfinies et attirent l'attention sur certaines personnes au motif de leurs préférences sexuelles et de leur comportement. Le concept d'orientation sexuelle n'a aucun fondement dans les instruments internationaux sur les droits de l'homme existants et ne devraient pas y être liés. La communauté internationale doit éviter d'être sélective en matière de droits de l'homme pour ne pas créer un dangereux précédent et promouvoir les intérêts de groupes spécifiques par rapport à d'autres. Il faut lutter contre les tentatives ayant pour but de créer de nouveaux droits ou de nouvelles normes par une interprétation erronée de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des traités internationaux, en prétendant qu'ils traitent de notions qui n'ont été ni exprimées ni acceptées par les signataires de ces instruments. Tous les États membres sont instamment priés de continuer à apporter une attention particulière et à consacrer des ressources à la protection de la famille qui est l'unité de groupe naturelle et fondamentale de la société, comme l'affirme la Déclaration universelle des droits de l'homme.

30. **M<sup>me</sup> Burgstaller** (Suède) dit que son pays s'oppose vigoureusement à la proposition visant à amender le projet de résolution en supprimant les termes « la discrimination, notamment fondée sur les préférences sexuelles ». L'orientation sexuelle est fréquemment le motif d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et la suppression de ces termes reviendrait à ce que la Commission ignore ou trouve des excuses à l'exécution de personnes pour cette raison. L'adoption de l'amendement proposé découragera certains États de procéder à des enquêtes sur certaines exécutions ou de poursuivre les auteurs de ces crimes. La Commission n'a pas exprimé de préoccupation concernant les autres notions indéfinies figurant au paragraphe 6 du projet de résolution qui, entre autres, énumère d'autres groupes et personnes particulièrement à risque. Il est inacceptable que la communauté internationale nie à certaines personnes le droit à la vie et fasse fi des souffrances des personnes

vulnérables. En conséquence, la Suède votera contre l'amendement proposé.

31. **M<sup>me</sup> Chuard** (Suisse) déclare que la protection des droits des personnes lesbiennes, gayes, bissexuelles et transsexuelles (LGBT) constitue une priorité pour son pays. Il convient d'accorder une attention toute particulière à ceux qui courent le risque d'une exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire et, à cet égard, la référence, dans le projet de résolution, à l'orientation sexuelle revêt une grande importance. La discrimination à l'égard des LGBT ne saurait être ignorée. Le monde est témoin d'une augmentation de la violence homophobe et les meurtres de personnes sous prétexte de leurs préférences sexuelles ont atteint de nouveaux sommets. En tant que coauteur traditionnel de la résolution, la délégation suisse votera contre l'amendement proposé et prie instamment les autres États membres de faire de même.

32. **M<sup>me</sup> Fröberg** (Finlande) dit que, pendant plus d'une décennie, le projet de résolution a fait référence à l'orientation sexuelle afin de sensibiliser les États à la nécessité de protéger des personnes contre des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires pour ce motif. En raison de leur orientation sexuelle, certaines personnes sont encore menacées d'exécution, comme le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires l'a souligné dans ses rapports, ses déclarations et ses appels aux États Membres. Bien que l'expression « la discrimination, quel qu'en soit le fondement » dans l'amendement proposé englobe automatiquement l'orientation sexuelle, il convient de le mentionner explicitement tout comme la Commission fait spécifiquement référence aux meurtres pour des raisons raciales ou aux exécutions de personnes appartenant à des minorités ethniques, nationales, religieuses ou linguistiques. Les États membres sont donc instamment priés de voter contre l'amendement proposé.

33. **M<sup>me</sup> Barbaglia** (Royaume-Uni) dit que le projet de résolution fait référence à la nécessité de procéder rapidement à des recherches approfondies sur toutes les exécutions, y compris pour des raisons d'orientation sexuelle, car elles continuent à être source de préoccupations. Le projet de résolution énumère des catégories particulières d'exécution odieuse identifiées par le Rapporteur spécial dans ses rapports. Bien que cette liste ne se veuille pas exhaustive, le projet de résolution devrait avoir pour objectif d'identifier tous ceux qui sont particulièrement en danger et lancer un

appel pour que les mesures appropriées soient prises. L'acceptation de l'amendement serait un affront à l'égalité et au respect de la dignité humaine et signifierait que certaines personnes ne méritent pas de bénéficier de la même protection que les autres. Ceci est inacceptable et le Royaume-Uni votera donc contre l'amendement.

34. **M<sup>me</sup> Flood-Beaubrun** (Sainte-Lucie) dit que son pays s'est engagé à mener rapidement des enquêtes impartiales sur les exécutions et s'efforce de veiller à ce que toutes les personnes jouissent de l'égalité des droits et de la protection de la loi. Il ne faut pas énumérer des groupes spécifiques : les listes ne sont pas exhaustives, elles risquent d'être mal interprétées et peuvent être manipulées pour porter atteinte à la justice. En outre, il est impératif que les termes utilisés dans le projet de résolution soient clairs et sans équivoque de façon à ce que ce projet garantisse l'égalité devant la loi et ne puisse pas être manipulé pour justifier des actes de discrimination ou de violence. Sainte-Lucie votera en faveur de l'amendement proposé car il donnera au projet de résolution une plus grande portée et garantira qu'il offre une protection à tous les groupes et à toutes les personnes.

35. **M. Baños** (États-Unis d'Amérique) déclare que son pays s'oppose fermement à l'amendement. Il est absolument faux de prétendre que la condamnation des exécutions de personnes au motif de leur orientation sexuelle créera de nouveaux droits ou permettra de réinterpréter le droit à la vie. Le projet de résolution se réfère à 17 groupes; la mise en évidence de certaines pratiques odieuses ne le rendra pas moins inclusif. Les États-Unis demandent instamment à tous les États de voter contre l'amendement proposé.

36. *L'amendement proposé au projet de résolution A/C.3/65/L.29/Rév.1, figurant dans le document A/C.3/65/L.65, est soumis à un vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Belize, Bénin, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Ghana, Grenade, Guyana, Haïti, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne,

Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mozambique, Myanmar, Namibie, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-Et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tunisie, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Votent contre :*

Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Népal, Nouvelle-Zélande, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Timor-Leste, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

*S'abstiennent :*

Antigua-et-Barbuda, Barbade, Bélarus, Cambodge, Cap Vert, Colombie, Fidji, Maurice, Mongolie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu.

37. *L'amendement proposé au projet de résolution A/C.3/65/L.29/Rév.1 qui figure dans le document A/C.3/65/L.65 est adopté par 79 voix pour, 70 contre et 17 abstentions.*

38. **M. de Séllos** (Brésil) dit, dans une explication de vote que, en adoptant l'amendement, les Nations Unies n'ont pas réussi à envoyer un message positif à ceux

qui s'efforcent de lutter contre la discrimination et la violence.

39. **M. Govender** (Afrique du Sud) déclare que son pays a voté en faveur de l'amendement parce qu'il croit au principe de la non discrimination sur n'importe quelle base, notamment sur la base de l'orientation sexuelle. L'Afrique du Sud estime que le système international des droits de l'homme devra définir l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle et déterminer leurs paramètres dans le cadre de la législation internationale des droits de l'homme. Tant qu'un dialogue ouvert entre tous les gouvernements n'aura pas formellement lieu dans le cadre des Nations Unies, il y aura toujours des différends entre les États Membres.

40. **M<sup>me</sup> Astiasarán Arias** (Cuba) dit, dans son explication de vote, que l'amendement est suffisamment détaillé et souligne le fait que le projet de résolution continuera à aborder le problème de toutes les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, y compris celles fondées sur l'orientation sexuelle.

41. **M<sup>me</sup> Bouhamdi** (Maroc) dit que l'Organisation de la Conférence islamique et le Groupe des États arabes s'associeront au consensus sur le projet de résolution tel qu'amendé.

42. **Le Président** dit que, conformément à l'article 130 du règlement intérieur, le projet de résolution A/C.3/65/L.29/Rév.1, tel qu'amendé, sera soumis à un vote enregistré.

43. **M<sup>me</sup> Fröberg** (Finlande) attire l'attention sur le large consensus qui s'est dégagé au sujet de l'importance de la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Sa délégation prie instamment tous les États Membres de voter en faveur du projet de résolution.

44. **M. Babadoudou** (Bénin), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, dit qu'il appuiera le projet de résolution.

45. **M. Gustafik** (Secrétaire de la Commission) dit que l'Inde, la Namibie et le Sénégal se sont joints aux coauteurs du projet de résolution.

46. **M. Ali** (Soudan), dans une explication préalable au vote, redit que sa délégation refuse d'accepter que certaines délégations imposent des notions soi-disant humanitaires non convenues internationalement dans le

contexte de résolutions sur des questions d'importance cruciale. L'abstention du Soudan n'enlève rien au fait qu'il est convaincu de l'importance des questions abordées dans le projet de résolution, par exemple la protection des droits de l'homme, le droit à la vie et la protection de l'individu, qui sont tous inscrits dans la Constitution et les lois de son pays. Le Soudan est également fermement convaincu que l'impunité doit être combattue et que ceux qui violent les droits de l'homme doivent être poursuivis; ce sont des obligations qui incombent aux États en vertu de leurs engagements nationaux et internationaux. Néanmoins, la référence à la Cour pénale internationale au paragraphe 10 n'est pas justifiée. Cette institution n'est pas universellement reconnue et les États non parties au Statut de Rome ne sont donc nullement tenus de la reconnaître ou de respecter ses décisions. De plus, le rôle et les activités de la Cour, créée il y a à peine 10 ans, ont été considérablement exagérés.

47. Les craintes exprimées par de nombreux États depuis l'adoption du Statut de Rome au sujet du rôle du Conseil de sécurité et de ses relations avec la Cour se sont confirmées; en effet, ces dernières années, l'attitude de la Cour a prouvé qu'elle s'orientait vers une politisation de la justice. Sa délégation rejette donc le paragraphe 10 et se rallie aux États et organisations régionales qui s'opposent à l'attitude sélective de la Cour et à sa politisation de la justice

48. *Le projet de résolution A/C.3/65/L.29/Rév.1 tel qu'amendé est soumis à un vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République

islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie.

*Votent contre :*

Aucun.

*S'abstiennent :*

Burkina Faso, États-Unis d'Amérique, Israël, Îles Marshall, Jamahiriya arabe libyenne, Soudan, Sri Lanka, Turquie, Tuvalu, Zimbabwe.

49. *Le projet de résolution A/C.3/65/L.29/Rév.1, tel qu'amendé, est adopté par 165 voix pour, zéro contre et 10 abstentions.*

50. **M. Sambou** (France), dans son explication de vote, dit regretter que, contrairement à la pratique habituelle, l'Assemblée générale ait renoncé à mentionner l'orientation sexuelle comme base de jugements d'exécution extrajudiciaire, arbitraire et sommaire. Depuis 1999, les Rapporteurs spéciaux ont constamment et explicitement signalé que cette catégorie de personnes était particulièrement vulnérable à de tels crimes

51. **M. Ghanei** (République islamique d'Iran), dans son explication de vote, dit que son pays condamne les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires et qu'il a appuyé le projet de résolution tel qu'amendé; il a cependant des réserves au sujet du paragraphe 5 qui ne reflète pas l'idée de la responsabilité universelle des États de prévenir de telles exécutions. Sa délégation espérait que le texte rappellerait à tous les États qu'ils sont tenus de respecter leurs obligations à cet égard en honorant celles qui leur incombent en vertu des instruments pertinents des droits de l'homme; néanmoins, toute référence spécifique dans le projet de résolution aux États qui maintiennent la peine de mort ne pourrait qu'amoindrir cette responsabilité universelle.

52. **M. Baños** (États-Unis d'Amérique), dans son explication de vote, dit que sa délégation n'a pu voter en faveur du projet de résolution dans son ensemble en raison des préoccupations que suscite son libellé bien qu'elle soit d'accord sur une bonne partie de son contenu. Il est regrettable que la référence faite dans le projet de résolution à des exécutions extrajudiciaires visant en particulier la communauté des personnes lesbiennes, gayes, bisexuelles et transsexuelles n'ait pas survécu à un amendement hostile et que la Commission n'ait pu se résoudre à condamner les meurtres perpétrés contre des individus au motif de leur orientation sexuelle. En outre, le texte cache le point fondamental que les meurtres illicites d'individus commis par des gouvernements relèvent de deux corpus juridiques distincts, à savoir la législation internationale sur les droits de l'homme et le droit humanitaire international. Telle que libellée, la résolution contribue à entretenir le flou juridique quant à l'application de ces instruments importants à un ensemble de circonstances factuelles.

53. **M<sup>me</sup> Wilson** (Jamaïque), dans son explication de vote, se dit déçue que le paragraphe 5 n'ait pas été modifié car son libellé laisse penser que le recours à la peine capitale revient automatiquement à une exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire, interprétation que la Jamaïque ne partage pas. De plus, sa délégation n'est pas en faveur de distinguer les États qui maintiennent la peine de mort, car ceci ne reflète pas les obligations de tous les États.

54. S'agissant du paragraphe 6 b), il aurait dû mettre l'accent sur la prévention des exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires et autres formes de discrimination à l'égard de toutes les

personnes au lieu de donner une liste de catégories incomplète; il y a en effet plusieurs catégories de personnes vulnérables qui n'y figurent pas. Son pays espère que ces préoccupations seront prises en compte dans les négociations futures.

55. **M. Michelsen** (Norvège), dans son explication de vote, dit que sa délégation regrette vivement l'adoption de l'amendement au paragraphe 6 alinéa b) qui supprime la référence à l'orientation sexuelle – signalée par les Rapporteurs spéciaux depuis 1999 comme la cause d'une vulnérabilité particulièrement grande aux exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires – mais qu'elle appuie la résolution dans son ensemble.

56. **M<sup>me</sup> Barbaglia** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), dans une déclaration générale à la suite du vote, renouvelle l'appui de son Gouvernement au travail réalisé par le Rapporteur spécial pour éliminer la pratique odieuse des exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires et lutter contre l'impunité. En ce qui concerne la référence faite dans la résolution aux obligations des États, son Gouvernement comprend qu'elles sont soumises aux limites juridictionnelles imposées par la législation internationale sur les droits de l'homme.

*Projet de résolution A/C.3/65/L.37 : Élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille*

57. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence budgétaire.

58. **M. Kimura** (Japon) dit que depuis la présentation du projet de résolution A/C.3/65/L.37, l'Afghanistan, l'Allemagne, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, Cuba, le Danemark, le Guatemala, l'Irlande, le Kazakhstan, Madagascar, Maurice, les Philippines, la République de Corée, la République tchèque, la Thaïlande et le Venezuela (République bolivarienne du) se sont associés à ses auteurs. Avant de prendre une décision au sujet du projet de résolution, il dit qu'une correction technique devrait être apportée au paragraphe 3 du préambule où il conviendrait de supprimer l'adjectif « fondamentaux » après « droits de l'homme ».

59. **M. Gustafik** (Secrétaire de la Commission) annonce que l'Angola, le Bangladesh, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Burundi, Chypre, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Croatie, l'Espagne, l'Ex-République yougoslave de Macédoine,

la France, la Géorgie, le Guyana, Haïti, le Kenya, la Lettonie, le Lesotho, la Lituanie, le Luxembourg, le Malawi, Malte, le Mexique, la Mongolie, le Monténégro, le Nigéria, le Paraguay, les Pays-Bas, la Serbie, Singapour, la Slovaquie, la Slovénie, Sainte-Lucie, l'Ukraine et le Yémen se sont joints à la liste des coauteurs.

60. *Le projet de résolution A/C.3/65/L.37 est adopté.*

*Projet de résolution A/C.3/65/L.38 : la mondialisation et ses effets sur le plein exercice de tous les droits de l'homme*

61. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence budgétaire.

62. **M. Selim** (Égypte) dit que le Burkina Faso, le Ghana, l'Inde, le Nigéria et le Togo se sont associés aux auteurs du projet de résolution. Le fait que ce projet soit soutenu par 86 délégations montre bien que la communauté internationale est consciente des problèmes et des opportunités que présente la mondialisation. Ni la répartition inégale de ses avantages ni ses effets ne sont favorables aux pays en développement, ce qui se répercute naturellement sur leur capacité à promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

63. Le projet de résolution met l'accent sur la nécessité d'aborder certains des principaux problèmes que pose la mondialisation aux pays en développement afin de réduire au minimum leur incidence sur les capacités des pays à promouvoir et protéger tous les droits de l'homme. Il met aussi en évidence l'importance d'une distribution juste et équitable des avantages de la mondialisation. Malheureusement, certaines délégations refusent catégoriquement d'engager un dialogue constructif avec les coauteurs qui espèrent néanmoins qu'elles prendront des engagements plus forts dans les futures consultations.

64. **M. Gustafik** (Secrétaire de la Commission) annonce que le Libéria s'est associé aux auteurs de la résolution.

65. **M. Burniat** (Belgique), prenant la parole pour donner une explication préalable de vote au nom de l'Union européenne, des pays candidats, la Turquie, la Croatie, l'Ex-République yougoslave de Macédoine et l'Islande, des pays du processus d'association et de stabilisation et candidats potentiels, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro ainsi que de la

Norvège membre de l'AELE et membre de l'Espace économique européen, et de l'Ukraine, de la République de Moldova et de la Géorgie, déclare que l'Union européenne n'a pu appuyer le projet de résolution qui, malheureusement, est identique à celui de l'année précédente. Les effets de la mondialisation – un phénomène multidimensionnel – occupent une place importante dans le programme de l'Union européenne. Les problèmes auxquels est confronté le monde ont un caractère de plus en plus global et la mondialisation pourrait aussi donner les moyens d'affronter certains des problèmes les plus aigus et de saisir les possibilités de stimuler la croissance et la prospérité à l'échelle mondiale, contribuant ainsi à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

66. L'Union européenne est consciente que la mondialisation pourrait avoir une incidence sur le plein exercice des droits de l'homme; néanmoins, le projet de résolution affirme de manière inexacte que, à cet égard, la mondialisation a des effets négatifs; l'Union européenne ne saurait souscrire à cette généralisation. Le rapport entre droits de l'homme et mondialisation – qui, dans certains cas, pourrait être positif – doit être évalué au cas par cas.

67. **M. Sello** (Brésil), donnant une explication préalable au vote, dit que sa délégation soutiendra le projet de résolution. Le Brésil se félicite que, cette année, il mette l'accent sur l'impact négatif de la crise économique et financière mondiale sur la réalisation et la jouissance effective des droits de l'homme à l'échelon universel; il se félicite aussi qu'il en appelle aux États et à la communauté internationale pour qu'ils atténuent cet impact. Soulignant que les efforts déployés en vue d'assurer l'entière jouissance des droits de l'homme dans le contexte de la mondialisation doivent être conformes à la législation internationale sur les droits de l'homme, il rappelle que tous les États sont tenus de promouvoir et protéger tous les droits de l'homme et les libertés fondamentales indépendamment de leurs systèmes politiques, économiques et culturels.

68. *À la demande de la délégation des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution A/C.3/65/L.38 est soumis à un vote enregistré.*

*En faveur :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn,

Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, El Salvador, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Ghana, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine.

*S'abstiennent :*

Aucune.

69. *Le projet de résolution A/C.3/65/L.38 est adopté par 122 voix pour, 53 contre et aucune abstention.*

70. **M. Tagle** (Chili), donnant une explication de vote, dit que sa délégation a appuyé le projet de résolution parce qu'il comprend des éléments importants pour le Chili, notamment la reconnaissance du fait que tout en offrant aussi des opportunités, la mondialisation pose des problèmes dans l'exercice des droits économiques et sociaux, une réalité dont il y a lieu de tenir compte.

*La séance est levée à 12 h 45.*